

La Liberté  
1705 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 39'351  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 5  
Fläche: 81'287 mm<sup>2</sup>

## L'imposition des entreprises divise les municipalités. Les arguments traduisent un clivage gauche-droite

# Foire d'empoigne entre villes suisses

« PHILIPPE BOEGLIN



**Fiscalité** » Après les villes et les communes «pour», voici les villes et les communes «contre». En votation le 12 février, la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) échauffe les esprits. Et divise les municipalités. Illustration.

A 11 heures hier, le comité des cités prônant le «non» commence à présenter ses arguments aux médias. Quelques minutes plus tard, alors que la conférence de presse bat son plein, son homologue plaidant pour le «oui» fait parvenir un communiqué au ton sec. Son comité «fait part de son mécontentement à l'égard des réserves exprimées aujourd'hui par quelques représentants de villes».

Fait piquant, le conseiller municipal de Zurich Filippo Leutenegger (plr) s'engage au sein de l'alliance favorable à la loi fédérale de la RIE III. Dans le même temps, son collègue de l'exécutif communal, Daniel Leupi (verts), lutte dans l'autre groupement.

### La direction est partagée

Le cas est symptomatique. Très partagée, la direction de l'Union des villes suisses laisse la liberté de vote. Et la composition des deux comités précités obéit grandement, à quelques excep-

tions près, à une démarcation gauche-droite.

D'un côté, les forces libérales. «Si cette nécessaire réforme n'est pas mise en œuvre, les communes et les villes seront exposées à des pertes fiscales beaucoup plus importantes qu'en cas d'acceptation», écrit le comité «pour». En arrière-fond, la crainte d'un exode des entreprises si la fiscalité perd en compétitivité, avec des conséquences néfastes sur l'emploi... et les caisses publiques.

En face, la gauche agite le spectre des «trous» creusés dans les finances des collectivités et soulève la question des compensations. «Zurich essuierait des pertes de quelque 300 millions de francs. Nous devrions augmenter le taux d'imposition», lance Daniel Leupi, président de la Conférence des directeurs des finances des villes. Sa collègue genevoise Sandrine Salerno (ps) complète. «Genève renoncerait à 50 millions. La classe moyenne paierait la facture.»

Les municipalités se sentent délaissées. Elles reprochent au Conseil fédéral et aux cantons d'avoir élaboré la réforme sans les consulter. «Malgré nos sollicitations, nous n'avons jamais pu nous faire réellement entendre par la Conférence des directeurs cantonaux des finances», déplore Silvia Steidle, grande argentière de Bienne, et rare élue de droite (plr) combattant la loi fédérale de la RIE III.

Interpellé, le président de la Conférence des directeurs

cantonaux des finances, Charles Juillard (pdc, JU), n'a pas eu le temps de répondre à nos sollicitations.

### Lausanne dit «non»

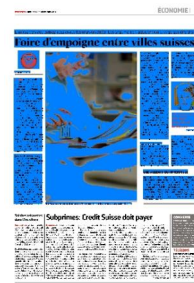
A Berne, le Département fédéral des finances considère le processus comme classique et habituel. «Les cantons sont les partenaires prioritaires de la Confédération, (dont) ils recevront une aide pour aborder la réforme. Il leur appartient ensuite de trouver des solutions avec les villes et les communes», souligne Roland Meier, porte-parole.

C'est en effet là que le bât blesse. Beaucoup de cantons n'ont pas encore répercuté le dédommagement venu de Berne sur leurs communes. D'autres l'ont fait, comme Vaud, apaisant la situation – même si Lausanne prône le «non».



«C'est la classe moyenne qui paierait la facture»

Sandrine Salerno



La Liberté  
1705 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 39'351  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 5  
Fläche: 81'287 mm<sup>2</sup>

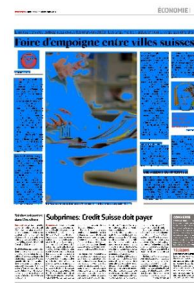
L'incertitude résulte en grande partie de la tactique du Parti socialiste au Conseil national. Pour péjorer la loi et rallier les villes à son référendum, le groupe avait coulé un amendement du député Dominique de Buman (pdc, FR), préconisant de tenir compte des communes. «Je regrette ce vote, car nous soutenions cette proposition», souffle la Genevoise Sandrine Salerno. »

## UNE ABSENCE QUI INTERPELLE

Un détail a attiré l'attention lors de la conférence de presse des villes «contre». Annoncée dans l'invitation envoyée la semaine dernière, la municipale de Winterthour Yvonne Beutler manquait à l'appel. Son rejet de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) serait-il devenu inconciliable avec son positionnement de «socio-libérale pragmatique», déclaré tout récemment? Que nenni, répond l'intéressée. «Nous avons dû repousser la conférence d'une heure. Si j'étais venue, je n'aurais plus pu me rendre à un autre rendez-vous déjà fixé.» Tout simplement. **PBO**

Datum: 21.12.2016

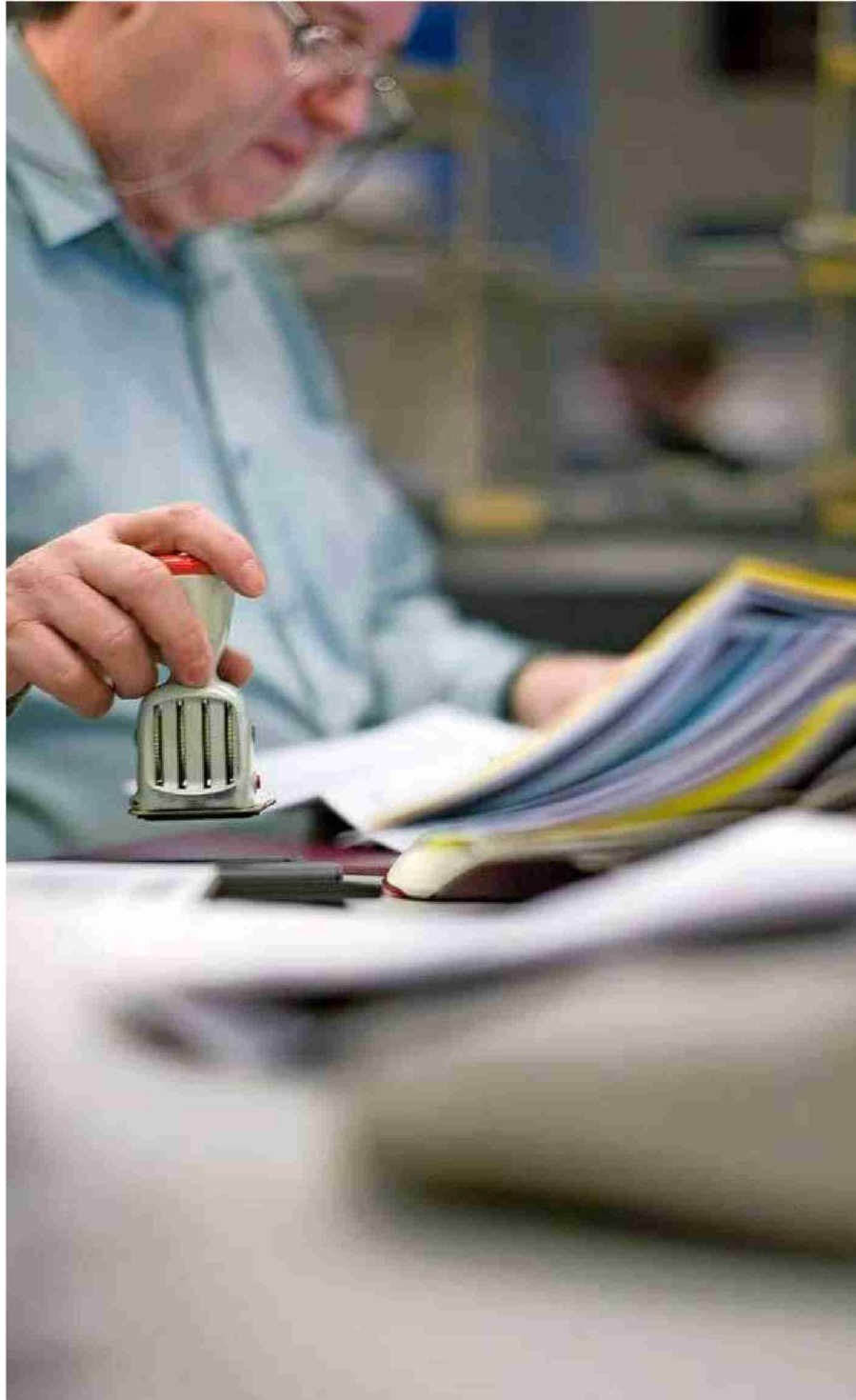
**LA LIBERTÉ**



La Liberté  
1705 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 39'351  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 5  
Fläche: 81'287 mm<sup>2</sup>



**Des villes craignent de devoir renoncer à d'importantes rentrées fiscales en cas d'acceptation.** Keystone